



Fiche d'information sur les services de garde

Les familles se sont rendu compte qu'un accès insuffisant à des services de garde abordables et de qualité constituait un obstacle pour :

- trouver et garder un emploi;
- participer à des formations professionnelles;
- sortir de la pauvreté.

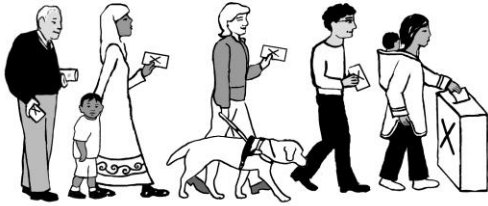
Le Canada ne dispose pas d'un programme national de services de garde et comme le gouvernement fédéral n'a ni fait preuve du leadership requis en la matière ni offert les financements indispensables, les provinces et les territoires n'ont pas mis en place les services nécessaires pour répondre aux besoins des familles.



En 2004, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux ont signé une entente sur la fourniture de services de garde abordables et de qualité.

Lorsque le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir en 2006, cette entente et les financements correspondants ont été annulés.

Approche du Québec	Avantages	Désavantages
Depuis 2003, le Québec propose des services de garde financés sur des fonds publics pour un coût de sept dollars par jour.	<ul style="list-style-type: none"> • Le taux d'emploi a augmenté. • La pauvreté des enfants a diminué. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les listes d'attente sont longues. • Les coûts se sont avérés supérieurs à sept dollars par jour et sont passés à quinze dollars.
Approche du gouvernement fédéral conservateur	Avantages	Désavantages
Augmentation de la prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) à 160 \$ par mois et par enfant de moins de six ans, et à 60 \$ par mois par enfant de six à dix-sept ans	L'argent va directement aux familles ayant des enfants.	<ul style="list-style-type: none"> • Les sommes fournies ne sont pas suffisantes pour payer des services de garde. • Cette mesure ne prévoit pas la création d'un programme de services de garde ouvert à tous.
Fractionnement du revenu pour les familles ayant des enfants âgés de moins de dix-huit ans, permettant aux couples de fractionner leurs revenus jusqu'à concurrence de 50 000 \$ et, en conséquence, aux familles ayant les revenus les plus importants de payer moins d'impôts	<ul style="list-style-type: none"> • Les familles avec deux parents ayant des niveaux de revenus différents peuvent ainsi bénéficier d'une réduction d'impôts pouvant atteindre 2 000 \$. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cette mesure profite essentiellement aux familles les plus riches. • Les familles monoparentales ne peuvent pas en profiter. • Cela ne permet pas de construire un programme de services de garde. • Uniquement pour 2015, le coût est de deux milliards de dollars.



Fiche d'information

Bons aliments pour tous

La sécurité alimentaire

De nombreuses Canadiennes et de nombreux Canadiens n'ont pas accès à des quantités suffisantes d'aliments nutritifs.

Les Premières Nations, les Inuits et les Métis, particulièrement au sein des collectivités du Nord, font face à des pénuries alimentaires.

L'appel aux banques alimentaires a augmenté de 25 % depuis la récession de 2008-2009.

Les banques alimentaires devaient être une mesure temporaire; toutefois, elles sont aujourd'hui bien installées dans les différentes institutions des collectivités.

Pourquoi?

- Gel des revenus
- Programmes de soutien du revenu inadéquats
- Diminution du nombre d'emplois permanents
- Augmentation de l'emploi précaire et dépourvu d'avantages sociaux)
- Hausse du prix de la nourriture



(instable

Une politique nationale sur le droit à l'alimentation garantissant un accès universel à des quantités adéquates d'aliments sains, abordables et culturellement appropriés favoriserait la résolution de ces problèmes.

À quoi s'engageront les partis politiques lors des élections fédérales?



De bons emplois pour tous

Fiche d'information sur l'emploi

L'insécurité en matière d'emploi s'accroît dans un contexte où les emplois stables se font plus rares.

Durant les 20 dernières années, le nombre **d'emplois précaires** a augmenté de près de 50 %.

Pour les travailleurs, des **emplois précaires** peuvent être synonymes d'une absence d'avantages sociaux et de journées de congé de maladie ainsi que de l'impossibilité de prévoir leurs revenus et leurs périodes de travail.

Qui sont les plus touchés?

- Les taux de chômage sont au moins trois fois plus importants chez les **Premières Nations** que dans le reste du Canada.
- Les **immigrants et les personnes appartenant aux communautés ethniques** connaissent des niveaux de pauvreté, de chômage et de sous-emploi, particulièrement à court terme, plus élevés que le reste de la population.
- Les **femmes appartenant aux communautés ethniques** gagnaient en moyenne, en 2014, 24 % de moins que les hommes appartenant à ces mêmes communautés.
- En 2006, le revenu moyen des **immigrants récents** (20 999 \$) au Canada était bien plus faible que celui des non-immigrants (36 243 \$), et ce, en dépit du fait qu'une grande partie de ces immigrants étaient arrivés au Canada formés et dotés de compétences professionnelles.
- Les **jeunes** connaissent un fort taux de chômage et un endettement record pour leur formation postsecondaire.



Notre pays paye un prix élevé en n'utilisant pas à plein ces compétences professionnelles. Le Conference Board du Canada a calculé que ce manque à gagner pour l'économie canadienne représentait annuellement de 4,1 à 5,9 milliards de dollars.

Assurance-emploi (AE)

- Les **budgets de formation** pour les personnes bénéficiant de l'assurance-emploi disposent des financements nécessaires.
- Toutefois, **moins de 40 % des travailleurs sans emploi sont aujourd'hui admissibles** aux prestations d'assurance-emploi et peuvent donc recevoir des formations.

L'absence d'une stratégie nationale couvrant tous les aspects du problème a ainsi donné naissance, dans tout le Canada, à une mosaïque de programmes hétéroclites.

Une **stratégie nationale de formation et de création d'emplois** constituerait l'un des moyens de faire évoluer cette situation.

À quoi s'engageront les partis politiques lors des élections fédérales?

Faire compter les votes dans nos milieux de vie, 2015 – www.makingvotescount.ca



Fiche d'information le logement abordable

Le coût du logement augmente plus rapidement que les revenus, conduisant à une vulnérabilité en matière de logement dans l'ensemble du pays.

Le Canada est le seul pays du G8 à ne pas disposer d'une stratégie nationale en matière de logement.

Les Nations Unies ont demandé au Canada de reconnaître le droit à un logement adéquat tel qu'il est formulé dans le **Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels**.

Soixante-trois pour cent des Canadiennes et des Canadiens pensent que de nouveaux logements abordables rendraient la vie meilleure au sein de leur collectivité (Fédération canadienne des municipalités).

Des financements pour des logements abordables :

- Les financements en matière de logement abordable et social sont en baisse depuis plus de vingt ans.
- Alors que le gouvernement fédéral « se retire » de ses engagements restants en matière de logement abordable, financements continueront à régresser.
- Un investissement d'environ un milliard de dollars est nécessaire pour bâtir de nouveaux logements et réhabiliter des logements existants dans les réserves des Premières Nations.



ces

L'approche du gouvernement fédéral :

- Renouvellement de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (113 millions de dollars par an) et investissement dans le Programme de logement abordable (253 millions de dollars par an) jusqu'en 2019.
- Les provinces doivent participer pour un total annuel de 506 millions de dollars.
- Ces fonds ne représentent toutefois qu'un quart des sommes nécessaires pour construire de nouveaux logements abordables et réhabiliter ceux qui existent.

Une stratégie nationale en matière de logement s'appuyant sur des fonds dédiés reconnaissant le droit à un logement abordable pourrait changer les choses.

Que proposeront les autres partis politiques à l'occasion des élections fédérales?



Fiche d'information Transports en commun abordables

La capacité à se déplacer rapidement constitue l'un des fondements nécessaires à une ville dynamique et à la qualité de la vie de l'ensemble des citoyennes et des citoyens.

Soixante-quatre pour cent des Canadiennes et des Canadiens disent meilleurs transports en commun amélioreraient leur vie au sein des collectivités où ils vivent (Fédération canadienne des municipalités).

Les embouteillages diminuent la productivité en ville. En moyenne, les Canadiennes et les Canadiens qui se en transports en commun tous les jours et revenir de leur travail passent l'équivalent de 32 journées de travail chaque année dans les transports.



que de

déplacent pour aller

L'augmentation des coûts dans les transports en commun rend ces derniers inaccessibles pour de nombreuses personnes.

L'approche du gouvernement fédéral :

Dans son budget 2015, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir un milliard de dollars par an pour les transports en commun urbains par l'intermédiaire du nouveau Fonds pour le transport en commun, les provinces et les municipalités devant chacune contribuer pour une somme équivalente. Dans le cadre de ce nouveau fonds, Ottawa sera en mesure de solliciter des financements pour la phase 2 du train léger sur rail.

Toutefois :

- Ce fonds connaît un départ plutôt lent en n'apportant que 750 millions de dollars au total jusqu'en 2019, cette somme étant portée à un milliard de dollars chaque année ultérieurement.
- Les mairesses et les maires des grandes villes souhaitent confirmer que le Fonds pour le transport en commun sera permanent.
- Dans le cadre des financements offerts, un partenariat avec le secteur privé est exigé, sans que son montant soit clairement défini.

Tarifs :

Ces mesures budgétaires n'auront pas d'effet direct sur l'augmentation des tarifs; toutefois, elles permettront de rendre le réseau de transports en commun plus accessible. On peut espérer que si la Ville d'Ottawa dispose de fonds supplémentaires pour améliorer le réseau de transports en commun, cela libérera de l'argent pour diminuer les tarifs.

Que proposeront les autres partis politiques à l'occasion des élections fédérales?